



CONSEIL D'ÉTAT
section de législation

RAAD VAN STATE
afdeling Wetgeving

avis 72.676/2
du 28 décembre 2022

advies 72.676/2
van 28 december 2022

sur

over

un avant-projet de loi
‘modifiant la loi du
2 octobre 2017 réglementant la
sécurité privée et particulière’

een voorontwerp van wet
‘tot wijziging van de wet van
2 oktober 2017 tot regeling
van de private en bijzondere
veiligheid’

Le 5 décembre 2022, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par la Ministre de l'Intérieur, des Réformes institutionnelles et du Renouveau démocratique à communiquer un avis, dans un délai de trente jours, sur un avant-projet de loi 'modifiant la loi du 2 octobre 2017 réglementant la sécurité privée et particulière'.

L'avant-projet a été examiné par la deuxième chambre le 28 décembre 2022. La chambre était composée de Pierre VANDERNOOT, président de chambre, Bernard BLERO et Patrick RONVAUX, conseillers d'État, Sébastien VAN DROOGHENBROECK et Marianne DONY, assesseurs, et Esther CONTI, greffiers assumé.

Le rapport a été présenté par Anne VAGMAN, premier auditeur chef de section.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de Pierre VANDERNOOT.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 28 décembre 2022.

*

Op 5 december 2022 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Minister van Binnenlandse Zaken, Institutionele Hervormingen en Democratische Vernieuwing verzocht binnen een termijn van dertig dagen een advies te verstrekken over een voorontwerp van wet 'tot wijziging van de wet van 2 oktober 2017 tot regeling van de private en bijzondere veiligheid'.

Het voorontwerp is door de tweede kamer onderzocht op 28 december 2022. De kamer was samengesteld uit Pierre VANDERNOOT, kamervoorzitter, Bernard BLERO en Patrick RONVAUX, staatsraden, Sébastien VAN DROOGHENBROECK en Marianne DONY, assessoren, en Esther CONTI, toegevoegd griffier.

Het verslag is uitgebracht door Anne VAGMAN, eerste auditeur-afdelingshoofd.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Pierre VANDERNOOT.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 28 december 2022.

*

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois 'sur le Conseil d'État', coordonnées le 12 janvier 1973, la section de législation limite son examen au fondement juridique de l'avant-projet[‡], à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, l'avant-projet appelle les observations suivantes.

EXAMEN DE L'AVANT-PROJET

Article 3

1. Les articles 60, 61 et 62, alinéa 1^{er}, en vigueur de la loi du 2 octobre 2017 'réglementant la sécurité privée et particulière' sont rédigés comme suit :

« CHAPITRE 4. – Personnes

Section 1^{re}. – Champ d'application

Art. 60. Le présent chapitre s'applique aux :

1^o personnes qui assurent la direction effective d'une entreprise¹ ou d'un service interne² ;

2^o personnes qui, sans assurer la direction effective d'une entreprise, soit siègent au conseil d'administration d'une entreprise, soit exercent le contrôle d'une entreprise au sens de l'article 5 du Code des sociétés [lire désormais : 'au sens de l'article 1:14 du Code des sociétés et des associations'] ;

3^o personnes chargées de l'exercice des activités relevant du champ d'application de la présente loi, visées au chapitre 2, section 2 ;

4^o personnes chargées des relations commerciales avec les clients d'une entreprise ;

5^o chargés de cours et aux coordinateurs de cours des organismes de formation ;

[‡] S'agissant d'un avant-projet de loi, on entend par « fondement juridique » la conformité aux normes supérieures.

¹ Il résulte de l'article 2, 1^o et 2^o, de la loi du 2 octobre 2017 que la notion d'« entreprise », au sens de cette loi, s'applique à toute personne morale ou physique exerçant ou offrant des activités consistant à fournir des services à des tiers, de manière permanente ou occasionnelle, ou qui se fait connaître comme telle, ces « activités » étant celles qui relèvent du champ d'application de ladite loi, visées à la section 2 de son chapitre 2.

Dans le champ d'application de la section 2 du chapitre 2 de la loi, figurent notamment les « organisme[s] de formation ». En effet, aux termes de l'article 10, qui fait partie de cette section 2, « [e]st considéré[e] comme organisme de formation, l'entreprise qui offre ou organise une formation relative aux domaines visés dans le présent chapitre, ou se fait connaître comme tel ».

² Il résulte de l'article 2, 2^o et 3^o, de la loi du 2 octobre 2017 que la notion de « service interne », au sens de cette loi, s'applique à tout service organisé, pour des besoins propres, par une personne physique ou morale, en vue de l'exercice d'activités, ou qui se fait connaître comme tel, ces « activités » étant celles qui relèvent du champ d'application de ladite loi, visées à la section 2 de son chapitre 2.

Sur le fait que les « organisme[s] de formation » tombent dans le champ d'application de la loi, il est renvoyé à la note de bas de page n° 1.

6° personnes qui exercent, pour une entreprise de gardiennage³ ou un service interne de gardiennage⁴, une autre fonction que celles visées dans le présent article, au 1° à 5° inclus.

Section 2. – Conditions relatives aux personnes.

Art. 61. Les personnes visées à l'article 60 doivent satisfaire aux conditions suivantes :

1° ne pas avoir été condamnées, même avec sursis, à une quelconque peine correctionnelle ou criminelle telle que visée à l'article 7 du Code pénal ou à une peine similaire à l'étranger, à l'exception des condamnations pour infraction à la réglementation relative à la police de la circulation routière et des condamnations visées à l'article 420, alinéa 2, du Code pénal ;

2° être ressortissant d'un État membre de l'Espace économique européen ou de la Confédération suisse et avoir leur résidence principale dans un État membre de l'Espace économique européen ou dans la Confédération suisse ;

3° ne pas être simultanément membre d'un service de police ou d'un service de renseignements, ni avoir une fonction dans un établissement pénitentiaire, ni exercer des activités de détective privé, de fabricant ou marchand d'armes ou de munitions ou toute autre activité qui, par le fait qu'elle est exercée par la même personne que celle qui exerce une fonction dans le secteur de la sécurité privée ou particulière, peut constituer un danger pour la sécurité intérieure ou extérieure de l'État ou pour l'ordre public ;

4° satisfaire aux conditions de formation et d'expérience professionnelles arrêtées par le Roi ;

5° être âgées d'au moins dix-huit ans ;

6° satisfaire au profil, visé à l'article 64 ;

7° satisfaire aux conditions en matière d'examen psychotechnique ;

³ Aux termes de l'article 4 de la loi du 2 octobre 2017,

« [e]st considérée comme une entreprise de gardiennage, toute entreprise qui offre ou exerce des activités de gardiennage ou se fait connaître comme telle ».

⁴ L'article 5 de la loi du 2 octobre 2017 dispose comme suit :

« Est considéré comme un service interne de gardiennage tout service interne qui exerce des activités de gardiennage :

1° dans les lieux gérés par la personne morale ou physique qui organise le service interne de gardiennage ;

2° pour des tiers qui exercent des activités commerciales, autres que des activités de gardiennage, sous la même dénomination commerciale que la personne morale ou physique qui organise le service interne de gardiennage ;

3° pour des personnes morales qui font partie de la même société liée ou associée au sens des articles 11 et 12 du Code des sociétés ;

4° pour des tiers établis sur le même site que la personne morale ou physique qui organise le service interne de gardiennage pour autant que les missions de ces tiers soient liées aux missions de la personne morale ou physique qui organise le service interne de gardiennage.

N'est toutefois pas considéré comme un service interne de gardiennage, le service interne qui exerce l'activité se composant :

1° de l'activité, visée à l'article 3, 1°, pour autant qu'elle soit uniquement exercée dans des lieux non accessibles au public ;

2° de l'une des activités visées à l'article 3, 4° et 11° ;

3° du transport d'argent qui ne dépasse pas le montant de 30.000 euros pour autant qu'il ne s'agisse pas de transport de ou vers les clients ;

4° du transport d'argent qui ne dépasse pas le montant de 3.000 euros, par le personnel des institutions de crédit, de ou vers les clients, pour autant que cela concerne exclusivement des particuliers ;

5° le paiement à domicile des pensions et pensions de survie ainsi que des indemnités aux personnes handicapées en application de l'article 128 de l'arrêté royal du 12 janvier 1970 portant réglementation du service postal ».

8° ne pas avoir été radiées du Registre national des personnes physiques sans laisser de nouvelle adresse ;

9° ne pas avoir fait l'objet, au cours des trois dernières années, d'une décision par laquelle il a été constaté qu'elles ne satisfaisaient pas aux conditions de sécurité visées au 6° ;

10° [*disposition annulée par la Cour constitutionnelle*]

11° ne pas avoir été, au cours des trois années qui précèdent, membre des services de renseignements ou de ces services de police pour lesquels l'exercice immédiatement après d'une fonction dans la sécurité privée crée un danger pour l'État ou pour l'ordre public.

Art. 62. [alinéa 1^{er}] Les conditions mentionnées à l'article 61, 2° et 4°, ne s'appliquent pas aux personnes visées à l'article 60, 2° et 6° ».

L'article 3 de l'avant-projet entend compléter l'article 61 reproduit ci-avant par un alinéa rédigé comme suit :

« Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, 2°, les chargés de cours et les personnes visées à l'article 60, 3° et 4°, peuvent également être ressortissant du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et/ou y avoir leur résidence principale ».

L'exposé des motifs entend justifier cette disposition comme suit :

« Depuis le retrait du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord de l'Union européenne et de la Communauté européenne de l'énergie atomique (Brexite), les ressortissants britanniques et d'Irlande du Nord doivent être considérés comme des ressortissants d'un pays tiers.

L'Union européenne et le Royaume-Uni sont toutefois parvenus le 24 décembre 2020 à un accord de commerce et de coopération encadrant, en partie, leurs relations à l'issue du Brexite. Cet accord a été signé formellement le 30 décembre 2020 et a été appliqué à titre provisoire à partir du 1^{er} janvier 2021. Il est ensuite entré officiellement en vigueur le 1^{er} mai 2021.

Aux termes de l'accord de commerce et de coopération, la Belgique ne peut pas exiger que les membres du personnel des entreprises de sécurité privée et des services internes de gardiennage et de sécurité qui ne sont pas des dirigeants, soient des ressortissants d'un État membre de l'Espace économique européen et y aient leur résidence (voir Deuxième Partie, Titre II (Services et Investissements), chapitre II (Libéralisation des investissements), article 128 (Accès aux marchés) de l'accord).

Par conséquent, le personnel d'exécution (en ce compris les chargés de cours) et les commerciaux ayant la nationalité du Royaume-Uni doivent pouvoir répondre à la condition de nationalité visée à l'article 60, 2°, de la loi réglementant la sécurité privée ou particulière. De même, les exécutants (en ce compris les chargés de cours) et les commerciaux résidant principalement au Royaume-Uni doivent être assimilés à des personnes résidant dans l'Espace économique européen ou en Confédération suisse. Ces personnes doivent pouvoir accéder à une fonction d'exécution ou commerciale si elles répondent aux autres conditions de la loi. Elles doivent dès lors également être admises aux formations nécessaires à l'exercice de ces fonctions.

La loi réglementant la sécurité privée et particulière doit donc être adaptée en ce sens et tel est l'objet du présent projet de loi.

Par contre, la Belgique peut encore toujours exiger que les entreprises fournissant de services de sécurité privée en Belgique soient des entreprises ou des services internes dont les dirigeants effectifs (dirigeants stratégiques, dirigeants opérationnels, dirigeants participants, administrateurs pouvant lier l'entreprise, coordinateurs de cours) sont des ressortissants d'un État membre de l'Espace économique européen ou de la Confédération suisse et y aient leur résidence principale.

En effet, les annexes 19 'Mesures existantes' et 20 'Mesures ultérieures' de l'accord contiennent une liste de réserves relatives aux mesures actuellement en vigueur dans la législation de l'une des parties à l'Accord ou d'un État membre qui complètent les dispositions de l'accord et ont été acceptées par les parties. Pour le secteur de la sécurité et de la recherche privées, la réserve n° 9 a ainsi été prévue à l'annexe 20.

Sous la réserve n° 9 a) relative aux services de sécurité, figurent les obligations suivantes instaurées par la loi belge du 2 octobre 2017 réglementant la sécurité privée et particulière :

'Les membres du conseil d'administration des entreprises qui fournissent des services de gardes et de sécurité (87305) ainsi que des services de consultations et de formation en matière de sécurité (87302) doivent être citoyens d'un État membre. Les dirigeants des entreprises qui fournissent des services de gardes et des services de consultations en matière de sécurité doivent être des ressortissants résidents d'un État membre'.

Le présent projet de loi vise donc à adapter l'article 61 de la loi réglementant la sécurité privée et particulière afin de clarifier la situation des commerciaux et du personnel d'exécution (en ce compris les chargés de cours) et de rendre cette loi conforme à l'accord de coopération du 24 décembre 2020. Pour les autres types de fonctions, la situation reste inchangée ».

Comme le mentionne l'exposé des motifs, la réserve n° 9, a), prévue par l'annexe 20 à l'accord de commerce et de coopération du 24 décembre 2020 précité ⁵ ne s'applique qu'aux « membres du conseil d'administration des entreprises qui fournissent des services de gardes et de sécurité ainsi que des services de consultations et de de formation en matière de sécurité » et aux « dirigeants des entreprises qui fournissent des services de gardes et des services de consultations en matière de sécurité ».

2.1. Les catégories tombant dans le champ d'application de cette réserve de nationalité paraissent correspondre aux catégories suivantes énumérées par l'article 60 de la loi du 2 octobre 2017 :

– les « personnes qui assurent la direction effective d'une entreprise ou d'un service interne » (article 60, 1°), à l'exclusion de celles qui assurent la direction effective d'un organisme de formation au sens de l'article 10 de la loi, ces dirigeants n'étant pas visés par la seconde phrase de la réserve de nationalité n° 9, a) ;

– les « personnes qui, sans assurer la direction effective d'une entreprise, [...] siègent au conseil d'administration d'une entreprise » (article 60, 2°, première partie), en ce compris les membres du conseil d'administration d'un organisme de formation au sens de

⁵ Accord de commerce et de coopération du 24 décembre 2020 entre l'Union européenne et la Communauté européenne de l'énergie atomique, d'une part, et le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, d'autre part, *J.O.U.E.*, L 149, 30 avril 2021, pp. 10 à 2539.

l'article 10 de la loi, ces administrateurs étant expressément visés par la première phrase de la réserve de nationalité n° 9, a).

2.2. En conséquence, parmi les catégories de l'article 60 de la loi du 2 octobre 2017, paraissent ne pas entrer dans le champ d'application de cette réserve de nationalité :

– les « personnes qui assurent la direction effective » d'un organisme de formation au sens de l'article 10 de la loi (article 60, 1°, *partim*) ;

– les « personnes qui, sans assurer la direction effective d'une entreprise, [...] exercent le contrôle d'une entreprise au sens de l'article 5 du Code des sociétés [lire désormais : 'au sens de l'article 1:14 du Code des sociétés et des associations'] » (article 60, 2°, seconde partie) ;

– les « personnes chargées de l'exercice des activités relevant du champ d'application de la présente loi [...] » (article 60, 3°) ;

– les « personnes chargées des relations commerciales avec les clients d'une entreprise » (article 60, 4°) ;

– les « chargés de cours et [les] coordinateurs de cours des organismes de formation » (article 60, 5°) ;

– les « personnes qui exercent, pour une entreprise de gardiennage ou un service interne de gardiennage, une autre fonction que celles visées dans le présent article, au 1° à 5° inclus » (article 60, 6°).

Il convient de tenir compte également de l'article 62, alinéa 1^{er}, de la loi du 2 octobre 2017, aux termes duquel

« [l]es conditions mentionnées à l'article 61, 2° et 4°, ne s'appliquent pas aux personnes visées à l'article 60, 2° et 6° »⁶.

Compte tenu de ce qui précède, la disposition à l'examen a pour effet, *a contrario*, de faire jouer la réserve de nationalité à l'égard de catégories de personnes qui n'apparaissent pas entrer dans son champ d'application.

Il en va ainsi des « personnes qui assurent la direction effective d'un organisme de formation au sens de l'article 10 de la loi ».

Par ailleurs, on n'aperçoit pas pour quel motif sont seuls visés par la disposition en projet les « chargés de cours » et non l'ensemble des titulaires des fonctions visées à l'article 60,

⁶ Pour rappel, les « personnes visées à l'article 60, 2° et 6° », qui, en vertu du droit actuellement applicable, ne doivent donc pas être ressortissants d'un État membre de l'Espace économique européen ou de la Confédération suisse, sont identifiées comme suit :

« 2° [les] personnes qui, sans assurer la direction effective d'une entreprise, soit siègent au conseil d'administration d'une entreprise, soit exercent le contrôle d'une entreprise au sens de l'article 5 du Code des sociétés [lire désormais : 'au sens de l'article 1:14 du Code des sociétés et des associations'] » ;

« 6° [les] personnes qui exercent, pour une entreprise de gardiennage ou un service interne de gardiennage, une autre fonction que celles visées dans le présent article, au 1° à 5° inclus ».

5°, de la loi du 2 octobre 2017, à savoir tant les « chargés de cours » que les « coordinateurs de cours des organismes de formation ». Ces derniers n'apparaissent pas, en effet, *a priori*, comme étant des administrateurs des organismes de formation.

La disposition à l'examen sera réexaminée et revue aux fins de respecter les limites de la réserve n° 9, a), prévue par l'accord de commerce et de coopération du 24 décembre 2020.

*

Aangezien de adviesaanvraag is ingediend op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten ‘op de Raad van State’, gecoördineerd op 12 januari 1973, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het voorontwerp,[‡] de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat die drie punten betreft, geeft het voorontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

ONDERZOEK VAN HET VOORONTWERP

Artikel 3

1. De van kracht zijnde artikelen 60, 61 en 62, eerste lid, van de wet van 2 oktober 2017 ‘tot regeling van de private en bijzondere veiligheid’ luiden als volgt:

“HOOFDSTUK 4. – Personen

Afdeling 1. – Toepassingsgebied

Art. 60. Dit hoofdstuk is van toepassing op:

1° de personen die de werkelijke leiding hebben in een onderneming¹ of een interne dienst;²

2° de personen die zonder de werkelijke leiding te hebben in een onderneming, hetzij zitting hebben in de raad van bestuur van een onderneming, hetzij de controle uitvoeren over een onderneming in de zin van artikel 5 van het Wetboek van vennootschappen [lees voortaan: ‘in de zin van artikel 1:14 van het Wetboek van vennootschappen en verenigingen’];

3° de personen belast met het uitoefenen van de activiteiten behorend tot het toepassingsgebied van deze wet, bedoeld onder hoofdstuk 2, afdeling 2;

4° de personen, belast met de commerciële relaties met de klanten van een onderneming;

[‡] Aangezien het om een voorontwerp van wet gaat, wordt onder “rechtsgrond” de overeenstemming met de hogere rechtsnormen verstaan.

¹ Uit artikel 2, 1° en 2°, van de wet van 2 oktober 2017 volgt dat het begrip “onderneming”, in de zin van die wet, van toepassing is op elke rechtspersoon of natuurlijke persoon die activiteiten bestaande uit de blijvende of tijdelijke levering van diensten aan derden, uitoefent, aanbiedt of zich als dusdanig bekend maakt, met dien verstande dat die “activiteiten” die zijn welke tot het toepassingsgebied van die wet behoren en bedoeld worden in afdeling 2 van hoofdstuk 2 ervan.

In het toepassingsgebied van afdeling 2 van hoofdstuk 2 van de wet vallen met name de “opleidingsinstelling[en]”. Artikel 10, dat deel uitmaakt van die afdeling 2, bepaalt immers:

“Wordt als een opleidingsinstelling beschouwd, de onderneming die een opleiding aanbiedt of organiseert met betrekking tot domeinen zoals bedoeld in dit hoofdstuk, of die zich als dusdanig bekendmaakt.”

² Uit artikel 2, 2° en 3°, van de wet van 2 oktober 2017 volgt dat het begrip “interne dienst”, in de zin van die wet, van toepassing is op elke dienst die door een natuurlijke persoon of rechtspersoon ten eigen behoeve wordt georganiseerd voor het uitoefenen van activiteiten of die zich als dusdanig bekend maakt, met dien verstande dat die “activiteiten” die zijn welke tot het toepassingsgebied van die wet behoren en bedoeld worden in afdeling 2 van hoofdstuk 2 ervan. In verband met het feit dat de “opleidingsinstellingen” in het toepassingsgebied van de wet vallen, wordt verwezen naar voetnoot 1.

5° de lesgevers en cursuscoördinatoren van opleidingsinstellingen;

6° de personen die voor een bewakingsonderneming³ of een interne bewakingsdienst⁴ een andere functie uitoefenen dan deze die in dit artikel, onder 1° tot en met 5°, beoogd worden.

Afdeling 2. – Persoonsvoorwaarden.

Art. 61. De personen, bedoeld in artikel 60, moeten voldoen aan de volgende voorwaarden:

1° niet veroordeeld geweest zijn, zelfs niet met uitstel, tot enige correctionele of criminele straf zoals bedoeld in artikel 7 van het Strafwetboek of tot een gelijkaardige straf in het buitenland, behoudens veroordelingen wegens inbreuken op de regelgeving betreffende de politie over het wegverkeer en veroordelingen bedoeld in artikel 420, tweede lid, van het Strafwetboek;

2° onderdaan zijn van een lidstaat van de Europese Economische Ruimte of van de Zwitserse Bondsstaten hun hoofdverblijfplaats hebben in een lidstaat van de Europese Economische Ruimte of in de Zwitserse Bondsstaat;

3° niet tegelijkertijd lid zijn van een politiedienst of een inlichtingendienst, noch een functie hebben in een penitentiare instelling, noch activiteiten uitoefenen van privédetective, van wapen- of munitiefabrikant of –handelaar of enige andere werkzaamheid uitoefenen die, doordat ze wordt uitgeoefend door dezelfde persoon die ook een functie uitoefent in de sector van de private of bijzondere veiligheid, een gevaar kan opleveren voor de in- of uitwendige veiligheid van de Staat of voor de openbare orde;

4° voldoen aan de door de Koning vastgestelde voorwaarden inzake beroepsopleiding en beroepservaring;

5° minstens achttien jaar oud zijn;

6° beantwoorden aan het profiel, zoals bedoeld in artikel 64;

³ Artikel 4 van de wet van 2 oktober 2017 luidt:

“Wordt als een bewakingsonderneming beschouwd, elke onderneming die bewakingsactiviteiten aanbiedt, of uitoefent of zich als dusdanig bekend maakt.”

⁴ Artikel 5 van de wet van 2 oktober 2017 bepaalt:

“Wordt als een interne bewakingsdienst beschouwd, elke interne dienst die bewakingsactiviteiten uitvoert:

1° op de plaatsen, beheerd door de natuurlijke of rechtspersoon die de interne bewakingsdienst organiseert;

2° voor derden die andere handelsactiviteiten verrichten dan het uitoefenen van bewakingsactiviteiten, onder dezelfde handelsbenaming als de natuurlijke of rechtspersoon die de interne bewakingsdienst organiseert;

3° voor rechtspersonen die behoren tot dezelfde verbonden of geassocieerde vennootschap, in de zin van de artikelen 11 en 12 van het Wetboek van vennootschappen;

4° voor derden gevestigd op dezelfde site als de natuurlijke of rechtspersoon die de interne bewakingsdienst organiseert voor zover de opdrachten van deze derden verband houden met de opdrachten van de natuurlijke of rechtspersoon die de interne bewakingsdienst organiseert.

Wordt evenwel niet als een interne bewakingsdienst beschouwd, de interne dienst die de activiteit uitoefent bestaande uit:

1° de activiteit, bedoeld in artikel 3, 1°, voor zover ze uitsluitend wordt uitgeoefend op niet publiek toegankelijke plaatsen;

2° één van de activiteiten bedoeld in artikel 3, 4° en 11°;

3° het vervoer van geld dat het bedrag van 30 000 euro niet overschrijdt en voor zover het geen vervoer betreft van of naar klanten;

4° het vervoer van geld dat het bedrag van 3 000 euro niet overschrijdt, door het personeel van kredietinstellingen, van of naar klanten, voor zover het uitsluitend particulieren betreft;

5° de betaling aan huis van ouderdom- en overlevingspensioenen en van tegemoetkomingen aan personen met een handicap, in overeenstemming met artikel 128 van het koninklijk besluit van 12 januari 1970 houdende reglementering van de postdienst.”

7° voldoen aan de voorwaarden inzake psychotechnisch onderzoek;

8° niet geschrapt zijn uit het Rijksregister van natuurlijke personen zonder nieuw adres achter te laten;

9° in de afgelopen drie jaar niet het voorwerp hebben uitgemaakt van een beslissing waarbij werd vastgesteld dat zij aan de veiligheidsvoorwaarden, bedoeld onder 6°, niet voldeden;

10° [*door het Grondwettelijk Hof vernietigde bepaling*]

11° in de afgelopen drie jaar geen lid geweest zijn van de inlichtingendiensten of van die politiediensten waarbij het onmiddellijk erna uitoefenen van een functie in de private veiligheid een gevaar oplevert voor de Staat of voor de openbare orde.

Art. 62. [eerste lid] De in artikel 61, 2° en 4°, vermelde voorwaarden gelden niet voor de personen, bedoeld in artikel 60, 2° en 6°.”

Artikel 3 van het voorontwerp vult het hierboven weergegeven artikel 61 aan met een lid dat gesteld is als volgt:

“In afwijking van het eerste lid, 2°, mogen de lesgevers en de personen bedoeld in artikel 60, 3° en 4°, eveneens onderdaan zijn van het Verenigd Koninkrijk van Groot-Brittannië en Noord-Ierland en/of daar hun hoofdverblijfplaats hebben.”

In de memorie van toelichting wordt die bepaling als volgt verantwoord:

“Sinds de terugtrekking van het Verenigd Koninkrijk van Groot-Brittannië en Noord-Ierland uit de Europese Unie en de Europese Gemeenschap voor Atoomenergie (Brexite) moeten de onderdanen van het Verenigd Koninkrijk en Noord-Ierland beschouwd worden als onderdanen van een derde land.

Op 24 december 2020 hebben de Europese Unie en het Verenigd Koninkrijk echter een handels- en samenwerking[s]overeenkomst gesloten die deels een kader biedt voor hun betrekkingen na de Brexit. Dit akkoord werd formeel ondertekend op 30 december 2020 en werd voorlopig toegepast vanaf 1 januari 2021. Het is vervolgens in werking getreden op 1 mei 2021.

Overeenkomstig de handels- en samenwerkingsovereenkomst kan België niet eisen dat de personeelsleden van private veiligheidsondernemingen en interne bewakings- en veiligheidsdiensten die geen leidinggevende functie uitoefenen, onderdaan zijn van een lidstaat van de Europese Economische Ruimte en er hun verblijfplaats hebben (zie Deel Twee, Titel II, Hoofdstuk II (Diensten en Investerings), artikel 128 (Markttoegang) van het akkoord).

Bijgevolg moeten de uitvoerende personeelsleden (waaronder lesgevers) en de commerciële medewerkers met de Britse nationaliteit kunnen voldoen aan de nationaliteitsvoorwaarde bedoeld in artikel 60, 2° van de wet tot regeling van de private en bijzondere veiligheid. Evenzo moeten de uitvoerende personeelsleden (waaronder lesgevers) en de commerciële medewerkers die hun hoofdverblijfplaats in het Verenigd Koninkrijk hebben, worden gelijkgesteld met personen die hun verblijfplaats in de Europese Economische Ruimte of de Zwitserse Bondsstaat hebben. Deze personen moeten in aanmerking kunnen komen voor een uitvoerende of commerciële functie indien zij aan de andere vereisten van de wet voldoen. Zij moeten derhalve ook worden toegelaten tot de opleidingen die nodig zijn voor de uitoefening van deze functies.

De wet tot regeling van de private en bijzondere veiligheid dient dus in die zin te worden aangepast en deze aanpassing maakt het voorwerp uit van dit wetsontwerp.

Daarentegen, kan België nog steeds eisen dat ondernemingen die in België private veiligheidsdiensten verlenen, ondernemingen of interne diensten zijn waarvan de werkelijke leidinggevers (strategische leidinggevers, operationele leidinggevers, meewerkende leidinggevers, bestuurders die de onderneming kunnen binden, cursuscoördinatoren) onderdaan zijn van een lidstaat van de Europese Economische Ruimte of van de Zwitserse Bondsstaat, en er hun hoofdverblijfplaats hebben.

De bijlagen 19 ‘Bestaande maatregelen’ en 20 ‘Toekomstige maatregelen’ van de overeenkomst bevatten immers een lijst van voorbehouden met betrekking tot de maatregelen die momenteel van kracht zijn in de wetgeving van één van de partijen van de overeenkomst of van een lidstaat die de bepalingen van de overeenkomst aanvullen en die door de partijen werden aanvaard. Voor de sector van de private veiligheid en opsporing werd op die manier voorzien in voorbehoud nr. 9 in bijlage 20.

Onder het voorbehoud nr. 9 a) met betrekking tot de beveiligingsdiensten, vallen de volgende verplichtingen die zijn ingevoerd door de Belgische wet van 2 oktober 2017 tot regeling van de private en bijzondere veiligheid:

‘Voor de leden van de raad van bestuur van de ondernemingen die rechtspersonen zijn en die bewakings- en beveiligingsdiensten (87305) alsmede advies en opleiding op het gebied van beveiliging (87302) verzorgen, is de nationaliteit van een lidstaat vereist. De directieleden van ondernemingen die advies inzake bewaking en beveiliging verlenen, moeten ingezetenen onderdanen van een lidstaat zijn.’

Dit wetsontwerp strekt er derhalve toe artikel 61 van de wet tot regeling van de private en bijzondere veiligheid aan te passen, teneinde de situatie van commerciële medewerkers en uitvoerende personeelsleden (waaronder lesgevers) te verduidelijken en deze wet in overeenstemming te brengen met de samenwerkingsovereenkomst van 24 december 2020. Voor de andere functies blijft de situatie ongewijzigd.”

Zoals vermeld in de memorie van toelichting, is voorbehoud nr. 9, a), waarin bijlage 20 van de voornoemde handels- en samenwerkingsovereenkomst van 24 december 2020 voorziet,⁵ enkel van toepassing op de “leden van de raad van bestuur van de ondernemingen die rechtspersonen zijn en die bewakings- en beveiligingsdiensten (...) alsmede advies en opleiding op het gebied van beveiliging (...) verzorgen”, alsook op de “directieleden van ondernemingen die advies inzake bewaking en beveiliging verlenen”.

2.1. De categorieën die in het toepassingsgebied van dat voorbehoud inzake nationaliteit vallen, lijken overeen te stemmen met de hiernavolgende categorieën die in artikel 60 van de wet van 2 oktober 2017 worden opgesomd:

– de “personen die de werkelijke leiding hebben in een onderneming of een interne dienst” (artikel 60, 1°), met uitzondering van die welke de werkelijke leiding hebben in een opleidingsinstelling in de zin van artikel 10 van de wet, aangezien die leidinggevers niet worden bedoeld in de tweede zin van voorbehoud nr. 9, a), inzake nationaliteit;

– de “personen die zonder de werkelijke leiding te hebben in een onderneming, (...) zitting hebben in de raad van bestuur van een onderneming” (artikel 60, 2°, eerste deel), met

⁵ Handels- en samenwerkingsovereenkomst van 24 december 2020 tussen de Europese Unie en de Europese Gemeenschap voor Atoomenergie, enerzijds, en het Verenigd Koninkrijk van Groot-Brittannië en Noord-Ierland, anderzijds, *PBEU* 30 april 2021, *L* 149, 10 tot 2539.

inbegrip van de leden van de raad van bestuur van een opleidingsinstelling in de zin van artikel 10 van de wet, aangezien de eerste zin van voorbehoud nr. 9, a) inzake nationaliteit uitdrukkelijk naar die bestuurders verwijst.

2.2. Van de categorieën die in artikel 60 van de wet van 2 oktober 2017 worden opgesomd, lijken de hiernavolgende categorieën bijgevolg niet in het toepassingsgebied van dat voorbehoud inzake nationaliteit te vallen:

– de “personen die de werkelijke leiding hebben” in een opleidingsinstelling in de zin van artikel 10 van de wet (artikel 60, 1°, *partim*);

– de “personen die zonder de werkelijke leiding te hebben in een onderneming, (...) de controle uitvoeren over een onderneming in de zin van artikel 5 van het Wetboek van vennootschappen [lees voortaan: ‘in de zin van artikel 1:14 van het Wetboek van vennootschappen en verenigingen’]” (artikel 60, 2°, tweede deel);

– de “personen belast met het uitoefenen van de activiteiten behorend tot het toepassingsgebied van deze wet (...)” (artikel 60, 3°);

– de “personen, belast met de commerciële relaties met de klanten van een onderneming” (artikel 60, 4°);

– de “lesgevers en cursuscoördinatoren van opleidingsinstellingen” (artikel 60, 5°);

– de “personen die voor een bewakingsonderneming of een interne bewakingsdienst een andere functie uitoefenen dan deze die in dit artikel, onder 1° tot en met 5°, beoogd worden” (artikel 60, 6°).

Er dient eveneens rekening te worden gehouden met artikel 62, eerste lid, van de wet van 2 oktober 2017, dat als volgt luidt:

“De in artikel 61, 2° en 4°, vermelde voorwaarden gelden niet voor de personen, bedoeld in artikel 60, 2° en 6°.”⁶

Gelet op wat voorafgaat, heeft de voorliggende bepaling *a contrario* tot gevolg dat het voorbehoud inzake nationaliteit betrekking geldt voor categorieën van personen die niet in het toepassingsgebied van de bepaling lijken te vallen.

Dat is het geval met de “personen die de werkelijke leiding hebben in een opleidingsinstelling in de zin van artikel 10 van de wet”.

⁶ Ter herinnering: de “personen, bedoeld in artikel 60, 2° en 6°[.]” die krachtens het thans toepasselijke recht dus geen onderdaan hoeven te zijn van een lidstaat van de Europese Economische Ruimte of van de Zwitserse Bondsstaat, worden als volgt gedefinieerd:

“2° de personen die zonder de werkelijke leiding te hebben in een onderneming, hetzij zitting hebben in de raad van bestuur van een onderneming, hetzij de controle uitvoeren over een onderneming in de zin van artikel 5 van het Wetboek van vennootschappen [lees voortaan: ‘in de zin van artikel 1:14 van het Wetboek van ondernemingen en verenigingen’];”

“6° de personen die voor een bewakingsonderneming of een interne bewakingsdienst een andere functie uitoefenen dan deze die in dit artikel, onder 1° tot en met 5°, beoogd worden.”

Bovendien is het niet duidelijk om welke reden de ontworpen bepaling alleen naar de “lesgevers” verwijst en niet naar alle in artikel 60, 5°, van de wet van 2 oktober 2017 vermelde functiehouders, te weten zowel de “lesgevers” als de “cursuscoördinatoren van opleidingsinstellingen”. Die laatsten lijken immers *a priori* geen bestuurders van de opleidingsinstellingen te zijn.

De voorliggende bepaling moet opnieuw worden onderzocht en moet worden herzien zodat ze de beperkingen van voorbehoud nr. 9, a), waarin de handels- en samenwerkingsovereenkomst van 24 december 2020 voorziet, in acht neemt.

LE GREFFIER – DE GRIFFIER

LE PRÉSIDENT – DE VOORZITTER

Esther CONTI

Pierre VANDERNOOT